

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 16 – du 13 avril au 20 avril 2023

ZOOM SUR : LIBAN - LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, SOLUTION DURABLE À LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Le Liban dispose d'un fort potentiel en matière d'énergies renouvelables, grâce à son taux d'ensoleillement élevé (300 jours / an), ses vents importants (30 km/h en moyenne dans la région du Akkar) et ses ressources en eau dans la montagne. Pour autant, son mix énergétique reste composé à 95% de pétrole et la capacité installée en énergies renouvelables est quasi-nulle, à l'exception de quelques infrastructures hydroélectriques vieillissantes. L'État libanais s'est fixé un objectif de 30% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030. Le financement des nouvelles capacités serait très largement pris en charge par le secteur privé sous la forme d'IPP (*Independent Power Producer*).

Plusieurs projets en IPP sont en préparation depuis le début des années 2010, mais ont été gelés à la suite du déclenchement de la crise économique et financière libanaise. La construction de 3 parcs éoliens dans le Akkar, d'une capacité cumulée de 226 MW, a été approuvée en 2019. Sa structuration avait atteint un stade avancé, mais les bailleurs se sont retirés à la suite du déclenchement de la crise économique. D'autres projets d'énergie solaire de taille moyenne ont été sérieusement étudiés. Le Ministère de l'Énergie a octroyé des licences pour l'installation de 11 fermes photovoltaïques, chacune d'une capacité de 15 MW dans différentes régions du pays. Par ailleurs, l'installation de trois fermes photovoltaïques totalisant une capacité de 300 MW était envisagée. En dépit de l'intérêt d'entreprises locales et étrangères, ces projets sont aujourd'hui à l'arrêt, faute de financement.

L'installation de panneaux solaires par les ménages, entreprises et institutions s'est accélérée en 2021-2022, compte-tenu de l'effondrement d'Électricité du Liban (qui ne fournit plus que 4 à 5 heures d'électricité par jour) et du coût exorbitant de l'électricité produite par les groupes électrogènes. La capacité solaire installée a ainsi été multipliée par 7 depuis le début de la crise, pour atteindre 690 MW en 2022. Cette tendance devrait se poursuivre à court terme, compte-tenu de l'augmentation significative des importations de panneaux solaires (l'équivalent de 1000 MW a été importé en 2022, essentiellement de Chine). En parallèle, des projets d'énergie solaire décentralisée de plus grande échelle émergent (municipalités rurales, micro-réseaux entre hôpitaux et écoles...).

Le déploiement de projets à grande échelle nécessite de surmonter plusieurs obstacles d'ordre réglementaire. Pour les IPP, le cadre réglementaire ne permet plus d'octroyer de licence de production, car la régulation temporaire permettant au Conseil des ministres d'octroyer des licences a expiré mi-2021. Il faut donc instaurer l'autorité de régulation du secteur de l'électricité. Pour les projets décentralisés, la loi sur l'énergie renouvelable décentralisée, en lecture au Parlement, doit être adoptée afin d'ouvrir le réseau aux petits producteurs d'énergie renouvelable (jusqu'à 10 MW), qui seraient libres de vendre à des tiers en versant des redevances à EDL pour la transmission.

Le redressement financier d'EDL est par ailleurs incontournable, dans la mesure où l'entreprise publique sera en charge de la transmission et constituera, au moins dans un premier temps, la contrepartie des IPP. Les bailleurs internationaux sont du reste réticents à financer des projets d'IPP, considérés comme trop risqués, à moins qu'un accord avec le FMI ne soit conclu. En outre, l'intégration des énergies renouvelables nécessite un niveau suffisant de production non-intermittente d'électricité (*baseload*), soit 1000 MW à minima pour assurer la stabilité du réseau. À court terme, les capacités disponibles d'EDL pourraient être suffisantes, à condition que les 4 principales centrales soient alimentées en fuel ou en gaz. À moyen terme, une à deux centrales à gaz devront être construites pour assurer, de manière pérenne, la *baseload*. Enfin, il sera nécessaire de réhabiliter et de développer le réseau de transmission, dans le cas où des projets à grande échelle se concrétisent.

Service Économique Régional de Beyrouth

LE CHIFFRE À RETENIR

690 MW

CAPACITÉ SOLAIRE À USAGE PRIVÉ
INSTALLÉE FIN 2022



ÉGYPTE

1. FORTE BAISSÉ DE LA PRODUCTION DU CHAMP GAZIER D'AL ZOHR EN 2022.

La production de gaz du champ gazier d'Al Zohr, exploité par la société italienne Eni, a chuté de 11 % en glissement annuel en 2022, pour atteindre 2,5 Mds de pieds cube par jour. Ce volume est inférieur de 23 % à la capacité de production nominale du champ (3,2 Mds pieds cubes). Pour mémoire, Eni est actionnaire à hauteur de la moitié des parts d'Al Zohr, également détenu à 30 % par la compagnie russe Rosneft, à 10% par la britannique BP et à 10% par l'énergéticien émirien Mubadala. Si le déclin d'Al Zohr affecte la production nationale de gaz, l'Égypte maintient néanmoins son niveau d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), en hausse de 6 % au premier trimestre 2023 (1,9 Mt), principalement grâce à la liquéfaction de gaz importé d'Israël. Le gouvernement cherche par ailleurs à accélérer les efforts d'exploration, comme en témoigne l'appel d'offre en cours par l'Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS) portant sur douze blocs pétroliers, dont la date limite pour la soumission des offres est fixée au 30 avril.

2. DISCUSSIONS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ÉGYPTE EN MARGE DE LA RÉUNION DE PRINTEMPS DU FMI.

Le Fonds Monétaire International et les autorités égyptiennes ont conduit des discussions dans le cadre des réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale qui se sont tenues à Washington du 10 au 16 avril. Ces échanges s'inscrivent dans la préparation de la première revue du programme de 3 Mds USD accordé par le FMI à l'Égypte en décembre 2022, initialement prévue pour le mois de mars mais retardée. Lors d'une conférence de presse le 13 avril, le FMI a de nouveau insisté sur le caractère central de réformes structurelles, en faveur d'une flexibilité du taux de change et d'une réduction de la participation de l'État dans l'économie. Pour mémoire, l'accord clôturant la première revue devrait déclencher le décaissement de la deuxième tranche du prêt (354 M USD) après le premier versement de 347 M USD effectué le 16 décembre 2022.

3. UN CONSORTIUM ÉGYPTO QATARIEN REMPORTE UN CONTRAT POUR LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE EN LIBYE.

La *joint-venture* composée de l'entreprise égyptienne El Sewedy Electric Electric et du groupe qatarien UrbaCon Trading & Contracting a remporté un contrat pour l'EPC (*engineering, procurement and construction*) d'une centrale électrique au gaz d'une capacité de 1 044 mégawatts à Zliten en Libye. D'un montant de 1,2 Md USD et prévoyant une mise en œuvre dans 26 mois, ce contrat a été accordé par la Compagnie Générale électrique de Libye (GECOL), qui a annoncé que la centrale serait équipée de six turbines à gaz fabriquées par Siemens Energy.

4. LE MINISTÈRE DES FINANCES MAINTIEN LES TAUX SUBVENTIONNÉS DU PROGRAMME DE PRÊTS À TAUX RÉDUIT.

Malgré la récente hausse de 200 points des taux directeurs de la Banque Centrale, le Ministère des Finances poursuivra son programme de prêts bonifiés à destination des entreprises de l'industrie et de l'agriculture à un taux subventionné de 11 %. Le Ministère des Finances supportera ainsi la différence dont le coût est estimé à plus de 13 Mds EGP (421 M USD) par an. Ce programme de prêt vise à fournir les liquidités nécessaires à l'augmentation de la production du secteur de l'industrie et de l'agriculture dans le but notamment d'améliorer les exportations selon le ministère. Ce programme, qui verra le Ministère des Finances accorder des prêts d'une valeur de 150 Mds EGP (4,8 Mds USD) devait initialement coûter environ 10 Mds EGP (324 M USD) au Trésor Public. Pour rappel, la Banque Centrale a transféré la responsabilité de l'accord des prêts à taux réduit à l'État et a cessé d'accorder ces prêts dans le cadre de l'accord avec le FMI.

5. VISITE DU PRÉSIDENT DES EAU EN ÉGYPTE ET VISITE DU MINISTRE ÉGYPTIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN TURQUIE.

Le Président des Émirats Arabes Unis Cheikh Mohammed Ben Zayed a rencontré le 12 avril dernier le Président Abdel Fattah El Sissi au Caire. Pour rappel, les investissements des pays du Golfe sont attendus dans le cadre du programme de cession de participations publiques dans 32 entreprises annoncé en février dernier. L'agenda diplomatique de la semaine a aussi été marqué par la visite du ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry en Turquie, où il a rencontré son



homologue, illustrant une nouvelle étape dans le rapprochement engagé entre les deux pays.

IRAK

1. INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE - DÉCLARATION DU MINISTRE DE LA SANTÉ.

Le Ministre de la Santé, Saleh Al-Hasnawi, a annoncé son objectif de localiser la production de médicaments à hauteur de 50% des besoins du pays à moyen terme. Lors de son allocution, il a également déclaré que le nombre de médicaments fabriqués en Irak avait augmenté de 39,4% au cours des deux derniers mois pour atteindre 184 produits. Pour mémoire, l'accès aux médicaments de qualité est un problème d'ampleur puisque 60 à 70% des médicaments présents sur le territoire – hors commande publique – ne seraient ni enregistrés ni soumis à des tests de qualité (contrefaçon et/ou contrefaçon) selon le ministère de la Santé (2019).

2. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - L'IRAK PRÉVOIT D'AUGMENTER DE 60% SA PRODUCTION DE BLÉ EN 2023.

Selon M. Haider Nouri, directeur de l'Office irakien des céréales, l'Irak prévoit d'augmenter sa production de blé de près de 60% cette année afin de limiter sa dépendance aux approvisionnements extérieurs. Le pays devrait ainsi produire 3,5 M de tonnes de blé en 2023, alors qu'elle avoisinait 2,2 M l'an passé. En 2022, l'Irak a acheté plus d'un million de tonnes de blé pour compenser le déficit de production, principalement auprès des États-Unis, de l'Australie et du Canada. La société publique *Iraqi Grain Board* s'attèle à moderniser les silos de stockage des céréales et prévoit la construction d'un silo d'une capacité de 60 000 tonnes dans le gouvernorat de Diwaniyah et de 100 000 tonnes dans celui de Wasit cette année. Pour mémoire, cinq des 27 silos irakiens avaient été endommagés à l'issue de la guerre contre l'État islamique.

IRAN

1. HAUSSE DU PMI, À SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 10 MOIS.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), le *Purchasing Managers' Index* a atteint son plus haut niveau depuis dix mois (56,79 points) à la fin du mois

d'Esfand (21 février-20 mars). Si cette expansion de l'activité procède en partie de causes cycliques, les ventes étant traditionnellement dynamiques à l'approche du nouvel an iranien (Norouz), certains sous-indices comme la production (60,8 points, +3,0 points en g.a.) et les ventes (61,2 points, +5,8 points en g.a.) sont à leur plus haut niveau depuis la création du PMI, en octobre 2019. Pour autant, cette embellie est en trompe-l'œil. D'une part, **les entreprises ont profité de la stabilisation temporaire de la parité IRR/USD dans le sillage de l'accord de rétablissement des relations diplomatiques avec l'Arabie Saoudite pour massivement reconstituer leurs stocks de matières premières et fournitures, qui progressent de 11,9 points sur un mois à 54,1 points.** D'autre part, le dynamisme des ventes tient en partie aux anticipations par les ménages du maintien de l'inflation à des niveaux très élevés. De fait, le sous-indice des prix des produits finis est à son plus haut depuis octobre 2020 (70,0 points), tiré par celui des prix des matières premières et fournitures, qui retrouve des niveaux préoccupants (87,6 points). Le repli des exportations (48,8 points) pour le troisième mois consécutif souligne les difficultés persistantes de compétitivité des sociétés iraniennes. **Les directeurs d'achat alertent en outre sur la baisse de la productivité causée par l'émigration d'une main d'œuvre qualifiée, la faiblesse de la demande intérieure (métaux), la volatilité extrême de la parité IRR/USD rendant périlleuse toute planification au-delà d'une semaine, les changements constants de réglementation du Ministère de l'Industrie, des Mines et du Commerce, ou encore les difficultés de rapatriement des bénéficiaires depuis l'Irak.**

2. POLITIQUE DE SUBVENTION SUR LE CARBURANT.

D'après *Iran*, journal officiel du gouvernement, le **coût de production d'un litre d'essence serait de 180 000 rials (0,36\$), contre un prix de vente allant de 16 000 rials (0,03\$) pour les trente premiers litres à 30 000 rials (0,06\$) pour les suivants.** Sur la base d'une consommation journalière moyenne de 110 M de litres, cela représenterait une subvention annuelle minimale de 12,0 Mds\$. Malgré l'ampleur de la contrebande, estimée par le procureur du Hormozgan pour sa province à 2-5 M de litres par jour, et une production à pleine capacité voisine du niveau de consommation (*NDLR*: d'après la *NIORDC*, production de 115 M de litres / jour en moyenne durant la période de Norouz, pour une consommation de 114 M de litres / jour en moyenne

sur la période), l'Iran a continué à exporter de l'essence en 2022/2023 : d'après les Douanes, le pays aurait exporté 376 600 tonnes (511 M de litres) d'essence vers les E.A.U., l'Afghanistan et le Pakistan, pour un montant total de 137,0 M\$, soit un prix moyen de 0,27 \$ / litre. De ce fait, après avoir cessé ses importations en 2021, l'Iran aurait de nouveau été contraint d'importer 30 000 tonnes (40,7 M de litres) d'essence de Russie par voie ferrée (via le Kazakhstan et le Turkménistan) en février et mars 2023 d'après Reuters, pour un montant total de 22,4 M\$, soit un prix moyen de 0,55\$ / litre.

3. LA CONTREBANDE DE DIESEL REPRÉSENTERAIT 1,5 MD\$ PAR AN.

D'après le porte-parole de la Commission de l'énergie du Madjles, 4 M de litres de diesel par jour, soit 1,5 Md \$ par an, seraient acheminés par contrebande vers les pays voisins (Turquie, Irak, Pakistan et Afghanistan) par certaines centrales thermiques. Les 130 centrales thermiques du pays, majoritairement détenues par des banques et des entités publiques non-étatiques telles que la Cellule pour l'exécution de l'ordre de l'Imam, la Fondation des Dëshérités, la base Khatam al Anbiya et l'Organisation de la sécurité sociale des forces armées, reçoivent 10 Mds de litres de diesel par an pour leur consommation, en particulier pendant la période hivernale. Au cours de la période 2018-2021, le rendement moyen des centrales thermiques serait passé de 38,1% à 39% et la consommation de diesel aurait été ramenée de 10 467 à 9 979 M litres (-4,6%). Le prix d'un litre de diesel est de 0,02 \$ et la consommation quotidienne est d'environ 80 millions de litres.

4. AÉRONAUTIQUE - COOPÉRATION IRANO-RUSSE.

D'après RBC, quelques jours avant la conclusion d'un MoU entre les ministres des transports russe et iranien prévoyant l'échange de pièces détachées aéronautiques et la réalisation par l'Iran d'opérations de maintenance-réparation-refonte d'aéronefs russes, un A330-300 d'Aeroflot a atterri à Téhéran le 5 avril en vue de la réalisation par les services de maintenance de Mahan Air d'une opération de remplacement du train d'atterrissage de l'aéronef. Pour mémoire, le 7 avril 2022, le Département du Commerce américain a pris des sanctions civiles (*Temporary Denial Orders*) à l'encontre d'Aeroflot pour violations répétées de la réglementation américaine relative au contrôle export, lesquelles interdisent à toute entité le

ravitaillement, la maintenance, la réparation ou la fourniture de pièces détachées aux aéronefs de la compagnie aérienne russe. Dans ce contexte, l'Iran présente le double avantage de ne pas exposer les aéronefs à un refus de service ou une saisie conservatoire, et d'abriter des compagnies ayant, comme Mahan Air, « la base matérielle, les certifications et l'expérience nécessaires » pour assurer les opérations de maintenance-réparation-refonte. De fait, plusieurs compagnies auraient déjà éprouvé les services de maintenance de sociétés iraniennes : UVT Aero (Tatarstan) aurait envoyé deux CRJ-200 pour maintenance en Iran, Rossiya Airlines un moteur pour réparation à Mahan Air, et Sukhoi un moteur SaM-146 (fabriqué par la JV Safran-Rostec) du *Superjet 100* pour démantèlement, afin que les équipes techniques de Mahan Air acquièrent la maîtrise de sa refonte, notamment le générateur de gaz (partie réalisée par Safran jusqu'ici). Dans ce dernier cas, la refonte serait préférable à une remotorisation locale par les PD-8 de Rostec, dont le coût avoisinerait la valeur résiduelle de l'aéronef (*NDLR*: la Russie compte 160 Superjet 100). Les sociétés russes ne maîtriseraient pas encore toute la gamme des services de maintenance-réparation-refonte pour l'ensemble des aéronefs de la flotte civile, notamment s'agissant des moteurs, des auxiliaires de puissance, des trains d'atterrissage et de certaines pièces d'avionique, en raison de la complexité s'attachant à la création et à la certification de la documentation de ces opérations (voire de l'impossibilité de produire une telle documentation dans certains cas). Si l'expérience des sociétés iraniennes serait plus importante, ces dernières auraient des difficultés accrues à se procurer les pièces de rechange requises. Le modèle retenu pour l'A330-300 d'Aeroflot serait donc la fourniture des pièces nécessaires à la maintenance-réparation par Aeroflot.

5. HAUSSE DE 14,3% DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CHINE.

D'après l'Administration des douanes de la République Populaire de Chine, les échanges entre les deux pays sont passés de 14,8 Mds\$ en 2021 à 15,8 Mds\$ en 2022 (+7,0% en g.a.), dont 6,4 Mds\$ pour les exportations iraniennes vers la Chine (-2,3% en g.a.) et 9,4 Mds \$ pour les importations iraniennes depuis la Chine (+14,3% en g.a.), soit un déficit bilatéral de 3,1 Mds\$ pour l'Iran. Pour mémoire, ces statistiques n'intègrent pas les livraisons de pétrole de l'Iran à la Chine. La Chine est le premier



partenaire commercial de l'Iran depuis 2009. À la suite de la visite du Président Raïssi à Pékin le 14 février 2023, plusieurs projets d'investissement auraient été convenus entre les deux pays, comme la réalisation d'une ligne ferroviaire à grande vitesse Téhéran-Machhad, l'expansion de l'aéroport Imam Khomeini, ou le développement du complexe pétrochimique de Makran.

6. CORRIDOR DE TRANSIT INTERNATIONAL NORD-SUD (INSTC).

D'après le directeur adjoint des chantiers navals russes *United Shipbuilding Corporation*, l'opérationnalisation du segment maritime de l'INSTC sur la mer Caspienne requerrait *a minima* 45 nouveaux porte-conteneurs aux dimensions du *Volga-Don Max* (NDLR: navires conçus pour emprunter le canal Volga-Don, d'un tonnage limité à 5 000 t), pour un coût prévisionnel total de 78,3 Mds de roubles (863 M\$). Pourtant, le carnet de commandes actuel du constructeur naval étatique russe ne contiendrait que 25 porte-conteneurs de classe *Volga-Don Max*, ainsi que 10 navires de fret sec et 5 chimiquiers.

7. LIGNE FERROVIAIRE SHALAMCHEM (IRAN) - BASSORA (IRAK).

D'après *The Railway Journal*, à l'occasion d'une visite à Téhéran, le Ministre des transports irakien Razzaq Muhibis al Saadawi a finalisé le projet de ligne ferroviaire transfrontalière Shalamchah-Bassora. **Pour la première fois, la loi de finances du parlement irakien a alloué 230 M\$ à la réalisation du projet.** D'après le Ministre des Voies et de l'Aménagement urbain, Mehrdad Bazrpash, la première phase du projet sera dédiée au déminage de la zone frontalière, inaccessible depuis la fin de la guerre Iran-Irak. Puis le groupe Fadak (cocontractant iranien) réalisera le pont mobile de 880 m traversant le Shatt al Arab / Arvand Roud, avant l'acquisition des terrains, la réalisation de travaux infrastructurels et la pose des rails par l'Iraqi Republic Railways en territoire irakien.

ISRAËL

1. LES PROPOSITIONS LÉGISLATIVES POURRAIENT COUTER CHER À L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE.

La Banque Centrale estime que si les manifestations contre les modifications législatives se calment

rapidement, l'impact sur l'économie du pays pourrait être limité à 0,8% de baisse du PIB et coûter à l'économie 14 Mds ILS (3,5 Mds EUR). Toutefois si les protestations persistent, l'impact négatif pourrait être d'environ 2,8% du PIB, soit 50 Mds ILS (12,5 Mds EUR) par an.

2. INDUSTRIE DE DÉFENSE - ISRAËL RENFORCE SON PARTENARIAT AVEC LA GRÈCE ET LA FINLANDE.

Le Ministère israélien de la Défense a confirmé que la Grèce avait signé un accord avec *Rafael Advanced Defense Systems* pour acheter des missiles antichars Spike d'une valeur de 1,44 Md ILS (400 M USD). Le Ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant, a souligné que cet accord renforçait le partenariat entre les deux pays pour assurer la stabilité régionale. Par ailleurs, Rafael a également signé un contrat pour fournir son système de défense aérienne David's Sling à la Finlande pour 345 M USD.

3. GAMIDA CELL OBTIENT L'APPROBATION DE LA FDA POUR SON TRAITEMENT CONTRE LE CANCER.

Selon la presse, Gamida Cell, société israélienne de biotechnologie, a reçu l'approbation de la *Food and Drug Administration* (FDA), pour son traitement contre le cancer, Omisirge, qui écourte le temps de traitement pour la greffe de cellules souches. Cet agrément a entraîné une augmentation de près de 40% de la valeur de l'action de l'entreprise, portant sa capitalisation boursière à 91 M USD.

JORDANIE

1. PRÊT DE 650 M\$ DE LA BANQUE MONDIALE.

En marge des assemblées de printemps, la Banque Mondiale et le gouvernement jordanien représenté par Zeina Toukan, Ministre du Plan et de la Coopération internationale, ont signé deux accords de prêts d'un montant total de 650 M USD. Le premier de 400 M USD s'ajoute au prêt d'aide budgétaire de 500 M USD déjà accordé en 2021 par la Banque Mondiale en cofinancement avec l'AIIB à hauteur de 250 M USD qui vise à favoriser les investissements liés au changement climatique («*Jordan Inclusive, Transparent and Climate Responsive Investments Program For Result (2021-2026)*»). Le deuxième accord de prêt de 250 M USD est dédié à l'efficacité énergétique (*Electricity Sector Efficiency and Supply Reliability Program for Results*) et accompagnera la stratégie des autorités



jordaniennes pour préserver la stabilité de l'approvisionnement électrique du pays et améliorer la gouvernance du secteur.

2. ÉTUDE DU NATIONAL AID FUND SUR SES BÉNÉFICIAIRES.

Selon une étude conduite par le *National Aid Fund* (NAF), le revenu mensuel moyen des ménages bénéficiaires de ses aides est de 300 JOD soit environ 423 USD, un niveau en-deçà du seuil de pauvreté absolue qui était défini à 677 USD par mois avant la pandémie. Pour 41 % des ménages, ces revenus proviennent de l'activité professionnelle formelle ou informelle d'au moins un des membres du foyer. Toutefois, les conclusions de l'analyse montrent que 90 % des bénéficiaires ne seraient pas en mesure de subvenir à leurs besoins vitaux sans les allocations versées par le NAF qui s'établissent à 66 JOD (93 USD) par personne par mois et qui bénéficient à 120 000 familles en Jordanie. La taille moyenne des foyers soutenus par le fonds est de 5,1 personnes. Le NAF vient par ailleurs d'annoncer que 4 600 foyers supplémentaires deviendront éligibles à ses aides à partir de la fin du mois d'avril.

3. RESTRICTIONS À L'EMPLOI DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS.

Le gouvernement jordanien a publié les directives précisant l'article 13 de la nouvelle loi sur l'investissement sur l'emploi des non Jordanien. Elles stipulent que l'emploi des étrangers n'est pas autorisé dans les secteurs suivants :

- ✓ Les salons de coiffure, les ateliers de rénovation de meubles, la fabrication d'aluminium et la transformation des métaux ;
- ✓ La production de desserts, de pâtisseries ou de glaces pour la vente directe ;
- ✓ Les ateliers de broderie et de vêtements traditionnels ;
- ✓ La fabrication de bijoux et de céramique ;
- ✓ La blanchisserie et le nettoyage à sec ;
- ✓ La production et l'embouteillage d'eau douce.

LIBAN

1. LE GOUVERNEMENT DÉCIDE DE REHAUSSER LES SALAIRES PRIVÉS ET PUBLICS.

Le gouvernement libanais a décidé le 18 avril de rehausser les salaires privés et publics. À compter du 1er mai, le salaire minimum dans le secteur privé

passera de 2,6 millions LBP (27 \$ au taux de change parallèle) à 9 millions LBP (environ 90 \$). Cette décision fait suite à une précédente annonce en décembre dernier fixant un seuil de 4,5 millions LBP, qui n'avait pas été appliqué jusqu'à présent. En ce qui concerne le secteur public, les fonctionnaires bénéficieront d'un supplément équivalent à quatre fois leur salaire de base avant l'entrée en vigueur du budget de l'État pour 2022, supplément devant être compris entre 82,5 et 515 \$. Les retraités de la fonction publique et les militaires se verront accorder un supplément équivalent à trois fois leur salaire de base. En outre, l'indemnité de transport quotidienne sera augmentée, passant de 95 000 à 250 000 LBP par jour pour les retraités et les militaires, et à 450 000 LBP par jour pour les fonctionnaires actifs, soit 5 litres d'essence par jour. Pour rappel, les fonctionnaires peuvent actuellement convertir leur salaire en dollars à un taux de change plus avantageux que celui du marché parallèle (60 000 LBP/USD).

2. LA QUANTITÉ DE LIVRES EN CIRCULATION DIMINUE ALORS QUE LA BDL CONTINUE D'ALIMENTER LA PLATEFORME SAYRAFA EN USD.

Les derniers chiffres de la Banque du Liban (BDL) pour la semaine du 30 mars 2023 montrent que la quantité de monnaie en circulation a diminué de 5,4 Mds de LBP. La baisse atteint au total 17,8 trillions de LBP au cours du 1^{er} trimestre 2023. Cette diminution est en partie liée à la décision de la BDL du 21 mars d'intervenir sur le marché des changes en tant que vendeur de dollars sur la plateforme Sayrafa. La quantité de monnaie en circulation atteignait 54 trillions de LBP à la fin du mois de mars.

SYRIE

1. LE NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES PAR DES INVESTISSEURS IRANIENS A FORTEMENT DIMINUÉ EN 2022.

Selon les autorités syriennes, le nombre d'entreprises créées par des investisseurs iraniens en Syrie a considérablement chuté, passant de 53 nouvelles sociétés en 2021 à seulement 22 en 2022 (-58%). Bien que 21 nationalités différentes aient créé des entreprises en Syrie, le nombre total d'entreprises créées par des investisseurs étrangers a également diminué, passant de 122 en 2021 à 84 en 2022 (-31%), dans un contexte économique défavorable. Les iraniens ont investi dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'alimentation, les



produits chimiques, les pièces automobiles ou les matériaux de construction. Les investisseurs libanais, irakiens et jordaniens ont également créé plusieurs entreprises en Syrie, mais aucun autre pays n'a contribué à la création de plus de trois sociétés, reflétant les difficultés du gouvernement syrien à attirer des investisseurs, notamment russes et chinois. Les investissements européens ont été peu présents, avec seulement une société tchèque, une espagnole et une anglaise qui ont lancé des opérations en Syrie.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH